

Article

« Les politiques de l'identité. Nationalisme, patriotisme et multiculturalisme »

Heribert Adam

Anthropologie et Sociétés, vol. 19, n° 3, 1995, p. 87-109.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/015371ar>

DOI: 10.7202/015371ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LES POLITIQUES DE L'IDENTITÉ

Nationalisme, patriotisme
et multiculturalisme



Heribert Adam

Perspectives sur la résurgence du nationalisme

La désintégration du marxisme-léninisme officiel laisse un vide idéologique qui est progressivement rempli par le nationalisme. Parallèlement, des mouvements séparatistes ont un appui international inédit depuis que les frontières nationales s'estompent en Europe de l'Ouest. Il y a lieu d'élucider un paradoxe : l'émergence d'un chauvinisme ethnique féroce dans des sociétés où régnait la doctrine marxiste universaliste. Par ailleurs, la croissance des migrations dans des marchés mondialisés, la globalisation économique et le libre-échange, l'internationalisation de la production et de la consommation sont accompagnés de nouvelles revendications de souveraineté politique. Les mouvements sécessionnistes n'ont pas seulement brisé le dernier empire colonial — l'Union soviétique — mais menacent également l'existence de plusieurs États multinationaux dans le Tiers-Monde ou des pays industrialisés tels que le Canada. Loin d'être un sentiment atavique dans les eaux troubles de l'univers, le nationalisme demeure une force historique susceptible d'être renforcée par les flux mondiaux de capitaux et les limites à la souveraineté plutôt que d'être subsumée par l'internationalisation. La dissolution imminente de l'ethnicité telle que présumée par la théorie de la modernisation apparaît aujourd'hui infondée¹.

Adam Michnik (1990) insiste avec raison sur le fait que la plus grande menace pour la démocratie en Europe n'est plus le communisme mais plutôt « une combinaison de chauvinisme, de xénophobie, de populisme et d'autoritarisme, liée à une frustration typique des grands bouleversements sociaux ». Michnik note la tendance grandissante à rejeter le communisme non en tant que dictature mais plutôt comme expression non indigène. La pureté d'un passé national non corrompu est

1. Pour des raisons de simplicité, « nationalisme » est utilisé ici de manière synonyme et interchangeable avec « ethnicité », « communalisme », « séparatisme », « ethnorégionalisme », « sectarisme », « populisme », « chauvinisme », « xénophobie », « racisme » et autres tendances exclusives et ethnocentriques similaires, centrées sur le groupe et qui s'opposent aux préférences plutôt internationalistes, universalistes, pluralistes, cosmopolites, multiculturelles ou individualistes de l'organisation politique et de l'identité personnelle. Le contenu et la différence entre de telles étiquettes deviendront plus clairs lors de leur application à des développements et champs concrets.

interposée aux doctrines importées par des étrangers, que ceux-ci fussent Juifs, cosmopolites ou Allemands. Une tradition restaurée protégerait mieux contre la réinfection de la décadence étrangère occidentale : marxiste ou pluraliste libérale. Un tel fondamentalisme ethnique — masqué comme patriotisme et nationalisme — semble se développer en Europe de l'Est. Au Moyen-Orient, il a le visage du radicalisme islamique tandis que dans plusieurs États africains, l'authenticité indigène est opposée à l'héritage colonial. Le trait distinctif que partagent tous ces mouvements est l'autoritarisme et l'intolérance envers les non-croyants et les « Autres ». Les dissidents et les étrangers — socialement construits — servent non seulement de boucs émissaires pour les misères existantes mais aussi de cibles pratiques à l'agression par des groupes locaux mobilisés à cette fin. Cela les dissipe des causes réelles de leurs frustrations et assure une base solide aux entrepreneurs ethniques.

Deux réactions courantes bien qu'erronées au paradoxe de la simultanéité des processus de dénationalisation en Europe de l'Ouest et de renationalisation en Europe de l'Est peuvent être discernées : premièrement, le renouveau des explications primordialistes du nationalisme et, deuxièmement, la tendance à dénoncer le nationalisme comme réaction paroissiale à la modernisation.

Pour des primordialistes tels que Donald Horowitz (1985) ou Harold Isaacs (1975), le sens d'appartenance à un peuple demeure un donné historique immémorial. Les sociobiologistes tels que Pierre van den Berghe (1983) attribuent le lien psychologique qui regroupe consciemment les gens en bandes, tribus ou nations à un avantage évolutif dans le développement des espèces humaines. Des analystes connus de l'ethnonationalisme considèrent, eux, la nature de cet attachement comme « diffus et allusif » (Connor 1978 : 379) ou selon la formulation de Geertz (1973 : 259) comme non réductible à une nécessité pratique ou à un intérêt commun « mais au moins en grande partie en vertu de quelque indicible influence importée et attribuée au lien en soi ». Une telle « romantisation » de l'ethnicité avec son insistance sur les liens non rationnels et les aspects intangibles d'affinité spirituelle doit être clairement démythifiée et repensée grâce à une interprétation analytique.

Les discours des politiciens conservateurs reflètent aussi le traitement académique de la nation comme un fait irréfutable tel que l'indique cette affirmation de Margaret Thatcher : « La nationalité demeure le foyer de la loyauté et de la souveraineté dans le monde moderne. L'Europe ne peut être construite en tentant de faire de nous des régions plutôt que des nations » (*Globe & Mail*, 13 octobre 1990).

Les analystes de l'ethnonationalisme (Connor 1987 ; Horowitz 1985) ont fait ressortir l'appel émotionnel de la symbolique des rapports de parenté comme le secret de la mobilisation. Nathan Glazer (1981 : 79) a soutenu que le conflit ethnique « semble être devenu plus effectif que le conflit de classe en atteignant et se fondant sur les dispositions les plus émotives de la personnalité humaine et sociale ». Contrairement au conflit de classe fondé sur des intérêts rationnels, Glazer discerne dans l'ethnicité une « interpellation [supplémentaire] irrationnelle qui semble mieux pouvoir correspondre aux émotions marquantes ». Pierre van den Berghe (1983) réduit l'ethnicité au népotisme, à un conditionnement évolutif à préférer les siens plutôt que d'autres. Si nous considérons en effet que « la profondeur émotive de

l'identité ethnonationale » (Connor 1987 : 204) réside dans l'imaginaire de la parenté et que le communalisme a un fondement génétique, alors la renationalisation en Europe de l'Est ou en Afrique s'avérera plus contraignante que des interpellations à un patriotisme partagé dans plusieurs États multiethniques et sociétés d'immigration à travers le monde.

Les primordialistes admettent que les êtres humains peuvent contrôler leurs prédispositions biologiques au point qu'un comportement programmé génétiquement puisse être outrepassé par des contraintes culturelles. Ils échouent à spécifier cependant sous quelles conditions précises des facteurs écologiques et sociétaux peuvent infléchir « la Bête ». La culture en tant que socialisation, répression et sublimation a manifestement réussi à limiter le népotisme en faveur de la solidarité universelle à certains moments historiques. À d'autres périodes, ces adjuvants pour des collectivités inclusives se sont dissipés, et un chauvinisme sommaire, le racisme et la xénophobie se manifestèrent. Une analyse historique et politique est plus à même d'éclairer cette question que l'emphase placée sur le réductionnisme biologiste et a-historique du primordialisme.

La réponse libérale et de gauche est également insatisfaisante. Elle dénonce la quête nationale comme une involution dangereuse vers le localisme et l'esprit de clocher du XIX^e siècle, sources d'intolérance et de tensions. Présumer que la quête éperdue d'identité et d'inclusion significative entraîne soit le fanatisme autoritaire, soit le renouveau démocratique et la participation des citoyens dans de plus petites unités administratives à l'est et à l'ouest de l'Europe demeure indécidable. La dénonciation ne peut en effet se substituer à l'explication.

J. Kenneth Galbraith (1990) a, parmi d'autres, souligné que l'égalité et le bien-être économique sont les grands dissolvants des conflits ethnique, national, racial ou religieux. S'il est vrai que le conflit ethnique est indubitablement nourri par la pauvreté et accentue en retour l'appauvrissement, il n'est pas du tout certain que le bien-être économique en soi puisse fonder une société pacifiée. La richesse ne peut donc en elle-même supporter une évaluation différente. Si le dénigrement collectif persiste en dépit de la richesse et du pouvoir, la tension se maintiendra malgré la satisfaction matérielle. Le libéral Galbraith s'engage dans le réductionnisme économiciste en ignorant les causes symboliques des antagonismes entre les groupes, et ce à l'instar des marxistes.

Tous les mécanismes pour créer des ennemis imaginés afin de souder une masse disparate en mouvement conscient ont été amplement décrits dans une vaste littérature des sciences sociales. On y a toutefois négligé les questions suivantes : pourquoi les agents de la mobilisation ethnique ont-ils eu autant de succès ? Pourquoi les adeptes du nationalisme sont-ils si réceptifs aux appels des agitateurs exclusivistes ? Si nous n'assumons pas la manipulation infinie de l'esprit humain à des fins irrationnelles, alors devons-nous expliquer le succès des agents de mobilisation ethnique à supplanter les notions inclusives d'appartenance démocratique et pluraliste. Un excursus sur les origines historiques et les explications variées du nationalisme dans les sciences sociales sera présenté ici afin d'éclairer les controverses politiques actuelles. Suivra une discussion critique sur les idéologies d'inclusion patriotique dans les États officiellement polyethniques et multiculturels tels

que le Canada. La preuve d'une explication politique de l'ethnonationalisme sera enfin avancée à travers la comparaison du multiculturalisme canadien avec d'autres pratiques étatiques envers les minorités.

Je soutiendrai que l'ethnonationalisme ne doit jamais être expliqué comme un donné culturel, c'est-à-dire un phénomène essentialiste, pérenne et transcendantal « qui existe indépendamment des croyances actuelles et des actions de ceux qui sont supposés en être les dépositaires » (Linz 1985 : 249). Le nationalisme ne devrait pas être débusqué comme une réponse atavique et réactionnaire qui pourrait être supplantée par une plus grande prospérité, la sécurité et une meilleure éducation. Le régionalisme ethnique dans ses manifestations variées est plutôt une réaction à la discrimination et à l'intrusion. Il constitue une résistance légitime tout autant qu'une expression pathologique d'ethnocentrisme et d'exclusion. Le nationalisme induit une pression organisationnelle sur le marché politique tout en procurant une identité sociale d'une grande intensité émotionnelle que la solidarité de classe ne peut prodiguer.

Les expressions nationalistes sont en grande partie contextuellement déterminées. L'identité de groupe, comme l'a souligné l'anthropologue Fredrik Barth (1969) dans son essai fécond, est fluide et malléable, sujette à mobilisation par des entrepreneurs ethniques et des pratiques étatiques appropriées. C'est le contexte historique et politique spécifique qui peut rendre compte des variations dans la cohésion du nationalisme, les niveaux de mobilisation ethnique et les degrés de la solidarité de groupes d'intérêt. C'est donc dire qu'il faut saisir ensemble les fonctions instrumentale et symbolique du nationalisme.

Origines et explications du nationalisme

Le nationalisme peut être défini utilement comme ethnicité politisée. L'ethnicité représente un sentiment partagé d'appartenance qui s'exprime habituellement dans une langue, une religion et un territoire communs. Par-dessus tout, les membres du groupe ethnique s'imaginent une filiation commune. Il importe de rappeler qu'une telle conscience ethnique est un phénomène historique récent. Contrairement au mythe nationaliste voulant que chacun de nous ait une identité nationale depuis des temps immémoriaux, les États-nations institués semblent liés au procès de modernisation.

Le nationalisme comme conscience politique d'une culture commune émergea avec le déclin des États absolutistes et la naissance d'États-nations en parallèle avec l'industrialisation capitaliste aux XVIII^e et XIX^e siècles en Europe. Les entités politiques antérieures à cette époque étaient des empires faiblement structurés dont les dirigeants relativement autonomes nouaient des alliances fluctuantes en soumettant des populations culturellement hétérogènes. Furent alors considérées « barbares » les populations culturellement homogènes à la périphérie de l'empire. L'État-nation étendit la notion traditionnelle de loyauté à la parenté à un vaste groupe dont les marqueurs culturels similaires furent la langue et la religion. Comme Karl Deutsch (1969) l'a montré, cette « communauté imaginée » devint possible avec les progrès techniques dans les communications et les transports. Le livre original de Benedict Anderson, *Imagined Communities* (1983), explique le paradoxe

selon lequel, sans un contact physique, les gens d'un vaste territoire ressentent malgré tout de forts liens de parenté. Historiquement, cette vision imaginaire de la famille nationale devint possible avec l'invention de la presse. Aussi, le sentiment que d'autres ont des opinions et des croyances similaires créa une conscience nationale qui fut renforcée par la langue commune et la mobilisation des intellectuels. « À travers cette langue, connue dans le sein maternel et abandonnée seulement au cercueil, les passés sont restaurés, les communions sont imaginées et les futurs sont rêvés » (Anderson 1983 : 140). Une langue ou une religion distinctes marquent le groupe dans son unicité et lui confèrent une destinée commune.

Par de tels symboles historiques, les individus sont attachés à une communauté. Le nationalisme n'est pas seulement une idéologie utile à la classe dirigeante, pas plus que les nations ne sont que des inventions, fabriquées volontairement même là où elles n'existeraient guère, comme le dirait Ernest Gellner (1983). Gellner sous-estime l'agir humain, lorsqu'il insiste sur l'apparition presque automatique de nations à certaines périodes du développement économique. L'argumentation de ses critiques, notamment d'Anthony Smith (1987) qui souligne les formulations historique et culturelle du nationalisme, est valide mais surestime la continuité historique, en faisant remonter les groupes ethniques au début de l'Antiquité. Smith soutient avec raison que l'on ne peut fabriquer la généalogie arbitrairement. En effet, le mythe d'une ascendance commune exige un fondement historique ainsi que des symboles rassembleurs. Un tel raisonnement peut toutefois aisément confondre le nationalisme avec l'État-nation ; il « naturalise » des formations étatiques qui dépendent plutôt de l'histoire. La plupart des États-nations sont maintenant ethniquement mixtes et des États polyethniques et des entités supranationales domineront l'avenir. La congruence entre culture et État fut un phénomène européen transitoire, au XIX^e et au XX^e siècle, alors que « les facteurs promouvant le métissage ethnique perduraient » (McNeill 1987).

Même là où une langue distincte et une religion commune facilitent les liens imaginés, l'inclusion de tous ceux qui appartiennent à un tel groupe n'est pas assurée. En fait, les pires atrocités commises dans l'histoire le furent contre des membres de son groupe. Contrairement à une croyance courante, on ne doit pas appartenir à un groupe extérieur pour être visé par la violence étatique. Les meilleurs exemples en sont les purges staliniennes des années 1930. Des communistes loyaux et consciencieux furent assassinés par milliers, après les « procès » tristement célèbres. Alors que ces massacres d'État avaient souvent des accents antisémites — désignant ainsi un groupe externe qui ne méritait pas la confiance des membres du parti —, l'élimination physique d'une proportion élevée du corps d'officiers russes constitua une attaque d'autant plus évidente à l'égard de coethniques. L'avancée militaire nazie dans l'Union soviétique devint possible parce que les capacités de défense russes avaient ainsi été fatalement affaiblies. Un phénomène similaire eut lieu au Cambodge. La majorité des Khmers victimes dans les « champs meurtriers » furent des coethniques khmers.

L'État-nation consolidait des marchés et inspirait à ses membres le sens de la discipline et de la guerre. Se sacrifier au service de son propre groupe contre d'autres groupes hostiles devint l'empreinte des armées nationales prêtes à être mobilisées. Alors que Marx s'attendait à ce que la mondialisation du capitalisme

s'accompagne de la solidarité prolétarienne internationale, les bourgeoisies en compétition rencontraient peu de difficultés à rallier leurs opposants de classe nationaux à la guerre. Comme l'ont souligné maints analystes sympathisants (Giddens 1987 ; Hobsbawm 1977 : 13 ; Anderson 1983 : 13), « la théorie du nationalisme représente le plus grand échec historique du marxisme » (Nairn 1977 : 329).

La référence orthodoxe à la manipulation ne réussit cependant pas à expliquer pourquoi les gens embrassaient si facilement la fausse conscience. Giddens (1987 : 178) insiste avec raison pour dire que « le nationalisme est un phénomène partiellement psychologique, incluant des dispositions et des besoins conscients ». L'École de Francfort posa des jalons d'explication de la mobilisation fasciste volontaire et de l'antisémitisme, dans sa recherche étonnante sur la « personnalité autoritaire » ; ces chercheurs ont isolé des pratiques de socialisation qui rendent des personnalités faibles dépendantes de groupes plus forts. Le groupe devient une extension du soi : l'identité personnelle est empruntée à celle du groupe. L'appartenance à une nation fière endigua les nouvelles insécurités créées par l'éclipse de la religion traditionnelle et les « vagabonds » de l'industrialisation. Appartenir à une communauté de destin remplaçait la foi perdue. La nation garantissait l'immortalité. S'il y a un accord dans le vaste champ des études sur les relations entre groupes, c'est que l'antagonisme ethnique, dans les États du premier monde, ne dépend pas du comportement de la minorité mais est plutôt dû aux identités vulnérables, au manque d'estime de soi-même et aux insuffisances de ceux qui se réclament du statut de membre. L'identification avec des groupes et des leaders forts procure une satisfaction émotive qui contribue à minimiser ou à surmonter l'insécurité du statut. Ce remède attire notamment les parties de la population qui, menacées par les changements sociaux et économiques rapides, sont en mobilité descendante. Des insuffisances personnelles sont ainsi compensées par l'identification au groupe. La mobilisation nationaliste utilise des symboles de parenté pour rappeler « les frères et les sœurs » au bercail. Selon Adorno, le leader fort devient un substitut paternel et la nation une superfamille, où les divisions de classe et les différences politiques sont minimisées par l'illusion du confort de la première enfance.

L'accent sur les liens de parenté et l'origine commune procure au nationalisme une force d'attrait au-delà des divisions de classe. Des intérêts objectivement en conflit sont ainsi neutralisés. La politique doit cesser dans la famille nationale, clamait Hitler. Les inégalités de genre, également, sont subsumées par la « communauté ». Dans son étude fascinante *Mothers in the Fatherland*, Claudia Koonz (1987) démontra comment la société nazie mâle élevait les femmes en tant que pourvoyeuses du confort émotif dans la sphère privée où les hommes pouvaient se remettre de leur rôle schizophrène dans le domaine public.

Si le nationalisme traditionnel fut souvent la source d'une conscience politique dans des régions économiquement dépossédées, des sociétés plus riches, comme l'Allemagne ou le Canada, sont soudées par un nationalisme consumériste. Il importe de distinguer entre le nationalisme de la rareté et celui de la richesse. Dans celui-là, des idéologies du sacrifice et de l'indépendance sont soulignées. La consommation ostentatoire est mal vue et les différences de classe sont enfouies dans l'image de familles luttant ensemble dans la même direction. Dans les sociétés occidentales plus stratifiées, la mobilisation au nom de la « communauté » est bien

moins aisée. Divers symboles de statut et l'effort pour accéder à la mobilité sociale se substituent aux préoccupations publiques. Le consumérisme privatise plutôt que de politiser, comme l'exigerait le nationalisme traditionnel. Alors que la classe ouvrière se pacifie avec des spectacles sportifs², la classe inférieure ghettoisée et les marginaux vont vers les drogues, et beaucoup de personnes âgées, notamment des femmes, continuent à adhérer à ce qui reste de religion. Même si des agitateurs nationaux doués avaient un accès large à la télévision — qui est contrôlée en Occident par une intelligentsia séculaire —, ils trouveraient difficile de recruter ou de fondre une population fragmentée dans le moule d'une cause politique commune. Ce sont plutôt le ressentiment envers la politique, le cynisme et la dépolitisation qui sont nourris par la télévision en Amérique du Nord.

En dépit d'un renouveau de l'ethnicité partout dans le monde, la tendance va vers une limitation accrue de la souveraineté. Il y a de plus en plus de limites au droit à l'autodétermination, dictées par des impératifs économiques et la fragile interdépendance écologique de la planète. Il est peut-être trop tôt pour établir avec certitude dans quelle mesure nous avançons vers une culture mondiale, où les gens des différents continents regarderaient les mêmes émissions de télévision écervelées, souhaiteraient la même mode, écouterait une musique similaire et partageraient des rêves ressemblants. La tendance à la colonisation culturelle produit aussi de la résistance, à partir d'histoires locales variées. L'imaginaire capitaliste d'un monde marchand unifié et illimité de consommateurs est confronté à une nouvelle prise de conscience d'inégalités persistantes, contrebalancée par la gratification symbolique de la supériorité culturelle. Paradoxalement, les contacts accrus et l'interdépendance objective vont de pair avec une différenciation subjective accrue et le cosmopolitisme continue à se heurter à de nombreux obstacles. Ce ne sont que les grandes religions mondiales qui conçoivent l'univers sans frontières ethniques pour les croyants.

En même temps, il faut s'interroger sur une ethnicité statique et figée. La notion d'un primordialisme inné qui lierait les gens naturellement appartient à une période révolue de sociétés traditionnelles. L'identité unique perd par ailleurs son sens devant les multiples identités que les gens doivent adopter ; elle appartient à un passé révolu où les affiliations étaient prescrites. Theodore Zeltin le formule ainsi :

It was understandable that individuals should have been content to have simple, single identities when they lived short lives, when they knew their place in the social hierarchy, and when they were the property of their lords, or husbands, not

2. Dans les sociétés occidentales, les spectacles sportifs de masse servent notamment de décharge émotionnelle au besoin d'identification avec le groupe. Les mécanismes de l'identification à la nation ou à une équipe de soccer sont les mêmes. L'équipe sportive fonctionne comme substitut moins violent mais également gratifiant sur le plan émotionnel. Konrad Lorenz proposa de remplacer les guerres par plus de luttes sportives. Il n'ignorait pas que la prédisposition à se battre dans de vraies guerres est perpétuée et renforcée dans l'arène du sport. L'antagonisme raciste, l'agression sexuelle et la violence même de ceux qui sont opprimés et rejetés s'entremêlent et deviennent légitimes lors des rituels hebdomadaires au stade. Ni l'accusation élitiste de hooliganisme ni une vision romantique de la culture prolétaire n'expliquent l'euphorie et cette sensation exceptionnelle de communauté qu'éprouvent des milliers d'étrangers qui participent activement à une partie, en criant, chantant et en s'identifiant profondément avec leur équipe. Jeux olympiques et rassemblements nazis se ressemblent étrangement.

of themselves ; but once introspection came to be cultivated as a civilized art, once the idea of a divided or dual personality started transforming modern art and literature, identity and uncertainty combined inextricably. Just as nations are increasingly being revealed as bundles of minorities, so individuals are having more and more trouble discovering their identity, demanding to have more lives than one.

Zeltin 1989 : 13

L'identité personnelle n'existe pas indépendamment du groupe ; elle est toujours un phénomène social, comme l'ont noté les sociologues classiques, de Durkheim à Marx et à Weber. L'identité personnelle est inévitablement liée aux autres qui en reconnaissent et en confirment la valeur. Ces groupes de référence reflètent cependant les changements socio-économiques qui nous entourent. De nouvelles aspirations sociales font souvent en sorte que les gens se dissocient de leur milieu ; mais ils vacillent et adoptent des identités de groupes multiples, selon les circonstances.

En bref, l'identité et le nationalisme doivent être considérés comme des produits historiques. Plus les gens auront l'option d'élaborer leur propre identité significative à partir de différentes situations, moins ils auront besoin de s'attacher à une seule identité traditionnelle. Ils changeront fréquemment les identités qu'ils s'attribuent, en fonction des circonstances. Dans des contextes modernes, ce fait rend les alliances sociétales imprévisibles et volatiles, car la solidarité et l'antagonisme se côtoient.

Malgré son accent sur l'unité, un mouvement national est rarement monolithique. Sur le plan symbolique, les conflits intranationalistes se fondent souvent sur l'interprétation de l'histoire. Lors de la reconstruction de l'histoire, les symboles deviennent des objets de contestation et signifient, à la manière de schismes religieux, qui est dedans et qui est hors du groupe. On néglige souvent l'importance de tels clivages à l'intérieur du groupe et la façon dont leur intensité émotive dépasse celle des conflits avec ceux qui sont « vraiment en dehors » du groupe. Ceci démontre à quel point les liens ethniques ou religieux sont en fait fragiles dans la communauté nationale.

La plupart des analystes relèvent la double face du nationalisme. L'inimitié envers les autres est parallèle à l'amitié pour ceux qui appartiennent au groupe. Une hostilité féroce accompagne le sacrifice de soi-même et l'altruisme. L'amour du chez-soi, le son particulier de la langue et de la musique, le goût supérieur de la nourriture, les paysages de l'enfance, des racines et histoires uniques sont en général les bases du rejet ethnocentriste de l'étranger. Au mieux, les non-ethniques sont exclus des préoccupations humaines ; au pire, ils sont exploités et infériorisés comme boucs émissaires. Des protagonistes nationalistes, tels Bohdan Nahayolo et Victor Swoboda (1990) de l'ancienne Union soviétique, célèbrent l'autodétermination, la souveraineté et la liberté culturelle comme biens suprêmes. Mais bien trop souvent, on oublie les conséquences réactionnaires d'une souveraineté chauviniste. « Quelle valeur supérieure est respectée quand l'autodétermination des Azéris sert au massacre des Arméniens, ou vice versa ? Étant donné la haine profonde existant entre de nombreuses minorités de l'Union soviétique, peut-on réellement penser

que ce sera un pas en avant pour chacune d'entre elles de disposer d'une armée indépendante ? », se demande avec scepticisme J. Arch Getty (1990 : 9). En effet, insister sur la langue maternelle et rejeter les langues impérialistes, comme le russe, isole aussi les enfants des nationalistes. Les ghettos culturels de la fierté du groupe emprisonnent leurs adhérents, volontairement et sans nécessité. Inutile de dire que de telles mises en garde ne justifient pas la suppression des langues maternelles, comme ce fut le cas de la langue kurde en Turquie. De telles politiques visant à interdire l'usage public de langues minoritaires constituent en fait des « linguocides » (Skutnabb-Kangas). Même si les politiques du multiculturalisme et les idéologies patriotiques peuvent servir des fins nationalistes, elles propagent une base différente de la cohésion de l'État.

Le patriotisme dans les États multiethniques

Il faut distinguer le patriotisme du nationalisme. Le patriotisme est le concept unificateur de sociétés d'immigrants, tels les États-Unis ou le Canada, l'ancien État multinational de l'Union soviétique ou les États artificiels de création coloniale en Afrique. Le mythe de l'origine commune ne peut évidemment être invoqué devant une variété de groupes de religions et de langues différentes. Dans ces sociétés multiethniques, la création de l'État est célébrée par le drapeau, le serment d'allégeance et les hymnes nationaux, comme dans les États-nations. La loyauté patriotique toutefois ne se fonde pas sur une histoire commune mais sur les chances uniques que cette nouvelle « patrie » est censée fournir. La citoyenneté est le lien commun qui offre des gratifications égales. De telles promesses et revendications adressées aux nouveaux arrivants peuvent créer un État tout aussi cohérent que ne le ferait la mobilisation nationaliste.

Le patriotisme nord-américain s'exprime de manière plus intense que le nationalisme européen. Aux États-Unis, de nombreuses maisons privées affichent le drapeau, tandis que l'on ne connaît guère en Europe de rituels liés au drapeau tels que ceux pratiqués dans les écoles américaines. La controverse américaine bizarre concernant le fait de brûler le drapeau — établir si un morceau de tissu peut être désacralisé et si un tel acte constitue une offense criminelle ou relève plutôt de la liberté d'expression — montre des traces indélébiles d'attitudes du XIX^e siècle, dans un domaine où pourtant on doute que l'État continue à agir de manière indépendante au prochain siècle. Shaw et Wong (1989 : 158) ont bien décrit la distinction entre nationalisme et patriotisme. Le patriotisme, disent-ils, « est une idéologie qui veut développer l'esprit de loyauté à une société définie politiquement et territorialement sans tenir compte de l'héritage culturel de ses membres ». Le patriotisme est donc plus inclusif.

Anthony Smith (1988 : 9), sans toutefois utiliser le terme patriotisme, a écrit sur une idéologie civile de l'État qui a le même sens : « La vision civile de l'État considère la nation comme l'ensemble des personnes vivant sur un territoire délimité, partageant une même économie, un même système de production, une même distribution occupationnelle et une même idéologie du civisme ». Smith tente de réconcilier les conceptions nationaliste/ethnique et territoriale de la « nation ».

Il recherche les « fondements ethniques » de tels régimes. Toutefois, les fondements ethniques reposent principalement sur le mythe de l'origine commune.

Quoi qu'il en soit, les sociétés polyethniques, notamment celles nées lors d'une conquête, ne peuvent s'appuyer sur le nationalisme ethnique pour assurer leur cohérence, parce que dans de tels États la mémoire historique divise, les traditions ne sont pas partagées. Si les intellectuels, à l'instar des nationalistes européens du XIX^e siècle, recouraient aux chemins et idéaux ancestraux pour « réveiller la nation », ils promouvraient la fission plutôt que la fusion. Pour cette raison, des sociétés polyethniques ne peuvent jamais être des nations *stricto sensu*, mais seulement des États civils modernes. Ces États « multinationaux » tolèrent des nations sur leur territoire, soit en leur accordant une forme d'autonomie constitutionnelle limitée (fédéralisme), soit en les reléguant à la sphère culturelle. Si des nations « se réveillent », il y a menace permanente de séparation, ce qui signifie la fin de l'État unifié. C'est ce qui hante les fédéralistes du Canada ou l'opposition en Afrique du Sud. La reconnaissance des droits du groupe ethnique sèmerait les graines de la sécession.

En se fondant sur une constitution qui garantit la citoyenneté égale, un patriotisme *inclusif* représente le contraire du nationalisme *exclusif*. Habermas faisait appel à un renforcement du patriotisme constitutionnel (*Verfassungspatriotismus*), dans le contexte de l'unification allemande. Ainsi, l'ancien débat européen sur la *Kulturnation* opposée à la *Staatsnation* reprend vie. Dans tous les États européens, l'État-nation comme communauté de citoyens et le *Volk* comme communauté de destin culturellement homogène se chevauchent de moins en moins. Même des États du sud de l'Europe, comme l'Italie et l'Espagne, qui exportent des travailleurs vers le nord de l'Europe, attirent maintenant beaucoup d'immigrants de parties plus pauvres du monde. Toute tentative de mouler des sociétés d'immigration *de facto* dans une *Kulturnation* unifiée doit mener à la répression de minorités, comme le souligne Habermas (1990a et 1990b) avec raison. Les 25 % de Français qui veulent expulser tous les immigrants sont un exemple éloquent des conséquences d'une vision du XIX^e siècle de la *Kulturnation* dans l'une des sociétés les plus cultivées.

Le patriotisme, fondé sur la citoyenneté égale de tous les habitants dans le domaine public, peut néanmoins tolérer une diversité ethnique dans le domaine privé. Même une forte diversité autonome religieuse et régionale est compatible avec la coexistence dans une *Staatsnation* polyethnique, pourvu que la citoyenneté et des chances égales soient assurées. En dépit de nombreux exemples de luttes sévères dans des sociétés divisées, il y en a d'autres où le patriotisme démocratique réussit dans des conditions de grande diversité ethnique, et ce non seulement en Suisse.

La constitution originelle de l'Union soviétique offrait un autre modèle théorique de représentation garantie de toutes les nationalités du pays. À un parlement choisi par représentation proportionnelle s'ajoutait une seconde chambre dans laquelle les nationalités étaient représentées. À l'instar du Sénat américain, des ensembles plus petits, comme les Républiques baltes, étaient surreprésentés, comparativement aux groupes majeurs, comme les Russes, qui avaient le même nombre de sièges. Le problème de la constitution soviétique est que le parlement n'avait

aucun pouvoir et que ses membres n'étaient pas élus mais nommés. Le droit constitutionnel n'existait que sur papier. Les troubles ethniques dans l'ex-Union soviétique sont le résultat de soixante-dix ans de répression ethnique.

Le postulat de l'égalité sociale que la citoyenneté incorpore empêche l'État démocratique moderne de désigner en permanence des *outsiders* politiquement inférieurs. Il ne peut tolérer de grandes populations de travailleurs immigrés (14 millions dans la seule Communauté européenne) qu'à condition qu'ils soient étrangers et non citoyens. Ceci explique la classe inférieure des *Gastarbeiter* en Europe, qui sont immigrants *de facto* mais étrangers *de jure*. La fiction disant qu'ils retourneront ailleurs pour exercer leurs droits politiques permet aux sociétés « hôtes » de faire l'économie des coûts d'une relative égalité. D'autre part, dans les sociétés de colons du Nouveau Monde (États-Unis, Canada, Australie) qui dépendent d'un flux constant, les immigrants sont rapidement incorporés politiquement et reçoivent leur citoyenneté après trois ans de résidence. De cette manière, une idéologie étatique officielle de multiculturalisme empêche que les groupes ethniques ne deviennent le foyer du mécontentement, tout en maintenant informellement la hiérarchie culturelle traditionnelle. Les États européens polyethniques, en se définissant comme *Kulturnationen*, se ferment à la solution idéologique plus élégante qu'offre le multiculturalisme canadien et australien. Des immigrants officiellement reconnus, subventionnés et cooptés stabilisent, avec gratitude, le statu quo plutôt que d'agir comme force fragmentant la lutte de classe. Puisque tous les partis politiques doivent également courtiser le vote des nouveaux arrivants, même des partis conservateurs ont dû multiculturaliser leur politique, contre leur sentiment profond. Par ailleurs, c'est le monde des affaires plutôt que celui du travail qui tient au flux constant de nouveaux travailleurs et consommateurs immigrants.

Avec l'augmentation de la migration globale dans la division internationale du travail, la diaspora ethnique est devenue un phénomène presque universel. Ce qui distingue les individus dispersés dans une diaspora des nouveaux arrivants dans des sociétés d'immigration, c'est le refus ou l'interdiction de s'assimiler. La diaspora garde son identité d'origine. Elle est orientée vers une patrie. Le nationalisme diasporique est particulièrement prononcé dans les cas où le groupe n'a pas encore atteint la souveraineté, comme les Palestiniens, les Tamouls, les Kurdes, les Sikhs ou les Érythréens. Ceci place la diaspora souvent en conflit direct avec l'État-nation qui abrite des nationalistes opprimés. La solidarité ethnique est par ailleurs perçue comme une trahison par les hôtes de la diaspora. La minorité est constamment pressée de laisser la politique derrière elle, mais le succès de tels appels dépend principalement des chances d'une intégration sans heurts. Lorsque l'hostilité persiste dans le pays d'accueil — comme c'est le cas de l'antisémitisme presque universel —, les gens gardent leur identité d'origine comme rempart. Les Turcs dans l'Allemagne monoculturelle demeurent turcs parce que le pays n'accueille pas de droit les nouveaux immigrants alors que dans le Canada multiculturel, les Turcs sont plus disposés à assumer une nouvelle citoyenneté. Au lieu de demeurer des étrangers permanents, ils se définissent avec le temps comme membres de la société d'accueil.

Réponses de l'État aux minorités

Historiquement, on peut distinguer cinq politiques étatiques envers des minorités ethniques. L'adoption d'une politique particulière et le traitement réservé aux minorités par des hôtes dominants dépendent de circonstances qui ne peuvent être abordées dans ce bilan schématique.

(1) L'*élimination*. Le génocide de groupes ethniques externes n'a pas disparu avec le fascisme allemand. Le risque de sanctions et d'interventions internationales a cependant alourdi les coûts de l'ethnocide pour l'État criminel. La position hiérarchique et la voix politique d'une minorité expliquent dans quelle mesure les droits universels de l'homme seront mis en application ou demeureront plutôt une simple proclamation. Les Kurdes menacés en Iraq attirent l'attention de manière différente des Hutus massacrés au Burundi ou encore des Indiens du Guatemala.

(2) L'*expulsion* collective de minorités, sans égard à leur citoyenneté, telle que pratiquée par exemple dans l'Ouganda d'Aminé, suscite des considérations similaires. Dans la plupart des cas d'expulsion de minorités induites par l'État, ces régimes ont sévèrement mis en cause leur avenir économique, en encourageant la fuite de talents et de capitaux rares (Angola, Mozambique, 1974), tandis que dans d'autres cas (Israël après 1948) ils ont créé de nouveaux espaces et chances pour leur propre peuple.

(3) À côté de tels traitements extrêmes à l'égard des minorités, le sort qui leur fut historiquement réservé le plus souvent pourrait se résumer dans la notion de *domination*. Ces formes vont de l'esclavage à la citoyenneté de seconde classe. La domination inclut par ailleurs souvent la ghettoïsation dans des bidonvilles ou des réserves rurales. L'apartheid dénationalisait les Noirs et les transformait en étrangers dans leur propre pays. Partout où l'on assiste à un traitement légal distinct de minorités ethniques, la domination peut être soupçonnée, malgré des justifications du type « séparés mais égaux ».

(4) L'*assimilation* en tant que politique étatique est en général exclue dans les systèmes de domination systémique mais fortement encouragée dans les États qui ont mis en place des dispositions légales formelles d'égalité, tout en pratiquant la discrimination informelle. La notion américaine du *melting pot* vise une nouvelle société homogène d'immigrants. L'assimilation ou le rapatriement demeure la politique officielle en Allemagne envers des migrants étrangers qui sont devenus depuis longtemps des immigrants *de facto*. Une politique d'assimilation implique une forte pression envers les immigrants de se conformer et de renoncer à leur identité sans assurance d'être acceptés pleinement ni traités de manière égale. Plusieurs membres de groupes minoritaires envisagent avec ressentiment les conséquences de l'assimilation ainsi qu'un traitement discriminatoire, s'ils souhaitent préserver leur identité.

(5) Le *multiculturalisme*, politique officielle au Canada et en Australie, se distingue des visées assimilationnistes en reconnaissant des « droits multiculturels » aux groupes ethniques qui ne font pas partie des peuples fondateurs. Il faut toutefois évaluer l'idéal multiculturel et la promesse égalitaire à la lumière d'une réalité contraire qui met en perspective l'article 27 de la Charte canadienne des droits et libertés, enchâssant les « droits multiculturels » en 1982 et culminant dans

la « Loi sur le multiculturalisme » en 1988. Historiquement, le multiculturalisme canadien s'est développé en tant que critique de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme qui ignorait les contributions de groupes ethniques autres qu'anglo-protestants ou franco-catholiques (les « cultures de la charte ») à la société canadienne. Le multiculturalisme fut proclamé politique officielle en 1971 par le premier ministre de l'époque, M. Trudeau, en réponse aux groupes de pression de la « troisième force », notamment des Européens de l'Est habitant dans l'ouest du Canada. Il établissait le Parti libéral comme représentant d'une importante fraction de l'électorat, forçant ainsi les deux autres partis fédéraux — conservateur et social-démocrate — à adopter également cette politique.

Le multiculturalisme : idéal et réalité

Le gouvernement canadien établit ainsi les quatre buts du multiculturalisme : (1) fournir des ressources aux groupes faisant preuve d'une volonté de conserver une culture distincte; (2) assister les Canadiens dans l'effort de surmonter des barrières culturelles à une participation pleine et entière à la société canadienne; (3) promouvoir la compréhension interculturelle et l'unité nationale; et (4) assister les immigrants dans l'acquisition d'au moins l'une des langues officielles (anglais ou français).

Sur le plan philosophique, le multiculturalisme reflète tant la dualité culturelle du Canada, anglais et français, dans un seul État que la composition d'une société d'immigrants, réalité loin du nationalisme européen du XIX^e siècle. Le Canada serait-il un modèle pour les sociétés de plus en plus multiethniques du monde ?

Le multiculturalisme ne nie pas le fait national. Il ne sacrifie pas les besoins d'identité nationale à un mélange méconnaissable de cultures. Contrairement à l'idéologie américaine du *melting pot*, le multiculturalisme n'aspire pas à créer un nouveau citoyen, le nouvel Américain patriotique. Le multiculturalisme ne vise pas à diluer les héritages culturels, au contraire il en célèbre la conservation. Le fait national est défini de manière pluraliste; l'unité est dans la diversité. La souveraineté est partagée et aucune tradition ne peut revendiquer une position dominante. Pour cette raison, le multiculturalisme ne connaît pas cette pression à la conformité à laquelle les minorités sont exposées dans les sociétés homogènes. Si l'État lui-même souscrit à l'idéologie officielle de la diversité, il combat ainsi la tentation d'instaurer des hiérarchies culturelles : les revendications supérieures des premiers arrivants auxquelles les nouveaux immigrants devraient s'adapter.

Le multiculturalisme est largement rejeté par les Premières nations et les nationalistes québécois. Il neutralise leurs revendications d'un statut spécial ou de reconnaissance comme société distincte. Autochtones et Québécois sont mis sur un pied d'égalité avec d'autres immigrants qui n'appartiennent pas à ce qu'on appelle les cultures fondatrices de l'État canadien. La législation québécoise sur la langue, qui oblige les immigrants à envoyer leurs enfants à l'école française ou interdit à l'entreprise privée l'affichage public en anglais, est incompatible avec le multiculturalisme. L'idée du multiculturalisme est diamétralement opposée au nationalisme.

Le nationalisme, dans le meilleur des cas, tolère ceux qui sont différents. On attend d'eux qu'ils s'acculturent ou qu'ils partent. Le multiculturalisme promet plus que la tolérance mutuelle ; il érige l'égalité culturelle en principe étatique. Il subventionne même les groupes ethniques qui veulent revendiquer leur part des ressources de l'État, culturellement neutre. Ce sont les citoyens qui décident comment ils souhaitent se définir. L'État ne fait que reconnaître et récompenser de telles auto-définitions, sans préférer une tradition au détriment d'une autre. Ainsi, la neutralité culturelle de l'État ressemble à la séparation stricte entre État et Église, à l'espace public séculaire dont la religion est bannie. Ce principe de l'État séculaire a maintenu la paix religieuse aux États-Unis, évitant une répétition des guerres sectaires européennes dans le Nouveau Monde.

Dans la mesure où l'idéal multiculturel inclusif vise l'égalité et le pouvoir de tous les citoyens, la « mosaïque canadienne » devint de plus en plus compromise, comme l'ont souligné plusieurs critiques (Kallen 1990 ; Peter 1981 ; Moodley 1983 ; Porter 1979). Même si la politique tenait compte de certaines critiques — en ajoutant par exemple un programme antiraciste —, les critiques venant à la fois de la droite et de la gauche politique peuvent se résumer en trois points.

(1) Le multiculturalisme mine la cohésion nationale, en encourageant la division des loyautés. Le sociologue Reginald Bibby (1990 : 207) soutient qu'« il faut choisir de se départir du luxe des différences et mettre davantage l'accent sur un meilleur équilibre », plutôt que sur le relativisme culturel et la mentalité du chacun pour soi. À droite, le Reform Party insiste sur le fait que ce n'est pas l'affaire de l'État de subventionner des préoccupations culturelles privées. D'autres regrettent que des entrepreneurs ethniques autoproclamés et sans mandat exploitent cette politique pour leurs profits personnels.

(2) Le multiculturalisme exige un multilinguisme que le gouvernement n'est pas prêt à concéder. Le Québec ne reconnaît même pas le bilinguisme officiel dans sa province, alors qu'Ottawa a introduit le bilinguisme canadien afin de contenir le séparatisme québécois. En effet, langue et culture sont indivisibles. De surcroît, un fort mouvement autochtone rappelle que la plupart des 53 langues autochtones parlées à travers le Canada sont menacées d'extinction et que seulement trois (cree, ojibway et inuktitut) ont une chance réelle de survie.

(3) Les critiques de gauche du multiculturalisme argumentent que cette politique, du moins à ses débuts, visait les styles de vie plutôt que les chances de la vie. La compétition sur le marché était mal servie par la célébration muséographique de cultures aux dépens de l'acquisition de connaissances professionnelles. Aussi longtemps que le multiculturalisme ne se préoccupait pas de l'accès égalitaire aux positions de pouvoir politique et économique, il n'apparaissait être qu'une ghettoïsation volontaire subventionnée par l'État. Le multiculturalisme privatisait les traits culturels dans un « zoo ethnique », nourrissant des stéréotypes plutôt que d'accroître le pouvoir de minorités immigrantes. Bref, cette politique visait la cooptation et l'apaisement au lieu de soutenir les besoins réels des immigrants. Les minorités dites visibles, notamment, soulignent actuellement que le racisme et l'égalité sociale les préoccupent plus que le maintien de la culture.

Le multiculturalisme est néanmoins appuyé par la majorité des immigrants qui ne font pas partie des peuples fondateurs au Canada. La politique ne va peut-être pas assez loin, ne s'adresse pas à leurs vrais problèmes, mais l'alternative d'une conformité assimilationniste serait pire. En ce sens, le multiculturalisme canadien peut servir de modèle d'égalité et de tolérance aux sociétés multiethniques.

Un nationalisme fleurissant dans des États-nations obsolètes

Il reste à savoir pourquoi le nationalisme fleurit alors que les États-nations deviennent obsolètes et que le droit international continue à contraindre la souveraineté. Le FMI et la Banque mondiale encadrent la politique économique de nombreux États directement ou indirectement, les monnaies faibles sont liées à quelques-unes fortes, le budget de nombreuses compagnies et marchands multinationaux excède ceux de la plupart des États et les mouvements transfrontaliers de personnes et de biens s'opèrent indépendamment de passeports, de visas ou de tarifs. Pourquoi donc cette revendication renouvelée de l'autodétermination, alors que la capacité d'exercer des souverainetés traditionnelles sera de plus en plus minée par la nécessaire coopération en matière d'environnement et par la démilitarisation sous supervision internationale ?

La réponse doit sonder l'expansion économique elle-même de puissants centres vers la périphérie auparavant plus autonome. Le concept de périphérie a été défini de manière utile comme dépendance, distance et différence. L'inclusion graduelle de la périphérie dans l'orbite du centre et la pénétration de l'État central ainsi que d'organisations transnationales dans les régions les plus éloignées du globe provoquent de la résistance.

Quelques exemples suffiront. Des compagnies pétrolières planifient des pipelines à travers le territoire autochtone, tant pour l'exploration que pour l'exploitation. Des gouvernements canadiens provinciaux inondent des terres par l'implantation de mégaprojets hydro-électriques et déplacent des populations en leur allouant peu de compensation. Des compagnies forestières multinationales rasant d'anciennes réserves de bois d'œuvre dans les forêts tropicales d'Amazonie, d'Indonésie ou sur la côte pacifique du Nord-Ouest canadien. Le concept de droits autochtones aux terres et l'affirmation ethnique sont issus de telles expériences. Lorsque, dans l'Arctique canadien, des vols d'entraînement à basse altitude de l'OTAN font irruption dans la vie des gens pendant des années, ceux-ci protestent en tant qu'Inuit et prennent conscience de leur ethnicité commune. Le nationalisme palestinien ne s'est développé qu'en réponse aux colons sionistes. Quand la division internationale du travail et de la production introduit dans une région de nombreux migrants ou supprime des industries déficitaires, les victimes affirment leur solidarité ethnorégionale. C'est l'internationalisation elle-même qui déclenche le localisme communal.

La manipulation et la mobilisation de clivages ethniques par le centre pour ses propres fins exacerbent souvent un ressentiment dormant. La Yougoslavie aussi bien que le stalinisme sont des exemples parlants d'un tel patriotisme répressif. Lorsque Tito instaura d'abord l'autonomie républicaine au nom d'un « centralisme démocratique » pour ensuite purger les partis serbe et slovène en 1972-

1973, il préparait le terrain pour un renouveau de mouvements d'indépendance régionaux³.

Comme le démontre le démantèlement de l'empire soviétique, le patriotisme imposé n'est pas un prérequis mais plutôt un obstacle au développement. Les manifestations de résistance contre la conquête explosent en émotions collectives, où les symboles d'un passé glorieux unissent les victimes dans la joie de nouvelles libertés retrouvées. Ironiquement, la spontanéité disciplinée des opprimés que Rosa Luxembourg imaginait capables de renverser le capitalisme, est maintenant pratiquée par ceux-là mêmes contre les effets du marxisme-léninisme.

La conscience ethnique se développe en réaction à la discrimination. L'enclassement de la division culturelle du travail dans des structures occupationnelles de quasi-castes apprend même au plus apolitique les contraintes de l'appartenance à un groupe. Deux options s'offrent à l'individu dans sa quête d'avancement personnel : il peut joindre les efforts collectifs, ce qui renforce l'ethnicité ; ou dénier l'ethnicité, ce qui pourrait faciliter sa mobilité individuelle. La décision d'adopter la stratégie de la solidarité ethnique ou de poursuivre une assimilation individuelle dépendra des possibilités spécifiques disponibles. Si des lois et des chances réelles permettent l'avancement personnel de l'individu, les efforts collectifs seront minés ; au contraire, sans options réalistes d'amélioration individuelle, le repli sur des identités collectives, incluant la gratification psychologique qu'il procure, est une réaction probable. La relative absence de groupes de pression sécessionnistes ou nationalistes dans la plupart des démocraties occidentales indique que la perception d'une mobilité individuelle est répandue, si ce n'est dans le cas de minorités marginalisées et de régions pauvres.

De manière similaire, la réaction d'un groupe ethnique dominant à l'intérieur d'une société divisée dépend de la façon dont la plupart de ses membres pensent assurer leur pouvoir et leurs privilèges. Puisqu'aucun groupe n'est un bloc monolithique, différentes fractions définiront leurs intérêts et stratégies de survie de manière distincte. Les Blancs en Afrique du Sud constituent un bon exemple. Confrontés aux coûts croissants de l'apartheid, ils ne se sont pas unis mais plutôt divisés. Le régime sud-africain lui-même a redessiné son ancienne identité raciale. Au lieu de tenter de protéger les droits de groupes raciaux, les dirigeants ont cherché des alliances interraciales. Au lieu de s'instaurer comme minorité permanente sur le déclin, le Parti national au pouvoir s'est redéfini : d'entité raciale il s'est dit organisation ouverte à tous les citoyens qui souscrivent à une même idéologie, sans égard à la couleur. Cette décision élargit sa base potentielle d'appui mais aux dépens de la

3. Tandis qu'en Croatie et en Slovénie l'opposition nationaliste soutint des réformes démocratiques et mina par conséquent l'emprise du parti sur les régions, en Serbie le dirigeant communiste Milosevic renforça sa position en attaquant les Albanais du Kosovo au nom de l'ancienne Serbie. Sans la tentative du centre d'abroger le statut de région autonome de cette province pour « l'inclure » dans la Serbie, les conflits entre musulmans et orthodoxes n'auraient pas été ravivés. Toutefois, sans les préférences accordées aux Albanais du Kosovo contre les dissidents serbes par Tito, l'enjeu d'un Kosovo séparé ne se serait pas posé. Au Sri Lanka, le séparatisme tamoul se manifesta lors de l'interdiction du tamoul comme langue officielle, avantageant la majorité sinhalaïse aux dépens de la minorité tamoule mieux éduquée. L'ex-Union soviétique reste le meilleur exemple : les républiques soviétiques se percevaient comme entités conquises.

notion d'ethnicité traditionnelle. Bref, lorsque les frontières établies du groupe devinrent dysfonctionnelles, elles furent radicalement redéfinies, même jusqu'à diluer la pureté ethnique et à abandonner l'identité politique traditionnelle (Adam et Moodley 1986).

Contrairement à l'Afrique du Sud qui évoluait graduellement vers un espace libéral de coexistence ethnique, le gouvernement israélien glissait de plus en plus vers la droite. Moins dépendants de la main-d'œuvre palestinienne que Pretoria, majoritaires dans le pays, les Israéliens juifs peuvent poursuivre leurs politiques d'exclusion dans un conflit foncièrement communal. Les définitions religieuses absolutistes d'une minorité influente rendent la négociation plus aléatoire. Lorsqu'un État se définit officiellement en termes ethniques, comme c'est le cas de l'État juif en Israël et de la République catholique d'Irlande, ceux d'une autre ethnicité occupent nécessairement un statut de seconde classe et n'ont pas de sentiment d'appartenance, même s'ils sont des citoyens formellement égaux. Dans ce cas, des États indépendants pour les différentes communautés semblent une solution plus évidente que l'intégration.

En résumé, le nationalisme fleurit le mieux lorsqu'il est supprimé. C'est notamment quand des restrictions politiques sont partiellement levées que la demande de plus d'autodétermination se fait entendre. La période de la *glasnost* gorbatchévienne en Union soviétique a produit une quête nationaliste autodestructive. Le désir ardent de démocratie et d'amélioration économique, en compétition avec d'autres Républiques, s'est exprimé par des demandes d'autodétermination régionale. À l'identité politique déniée sous le socialisme étatique bureaucraté, ont été substituées les racines ethniques. La fierté nationaliste incorpore le rejet de la domination. Par contre, le sentiment nationaliste diminue quand la domination étrangère se dissipe. Dans une recension de l'œuvre de Josef Kaldova (1986), *The Genesis of Czechoslovakia*, Kimball (1988 : 152) arrive à une conclusion similaire pour ce pays : « Il faut noter que les grandes réalisations du nationalisme florissant tchèque et slovaque au XIX^e siècle ont été accomplies durant une période de répression politique ; le nationalisme a alors servi de substitut à l'activisme politique qui était interdit. Puis, même aux jours les plus glorieux, les activités nationalistes déclinaient, sinon disparaissaient, quand une vie politique libre fut possible ». On note un résultat similaire dans le cas du nationalisme afrikaner. Son ascendance après la victoire de l'impérialisme britannique lors de la guerre des Boers fut suivie de sa désintégration graduelle, lorsque le nationalisme afrikaner arriva au pouvoir en 1948. Il devint victime de son propre succès (Adam 1971). D'un autre côté, le nationalisme africain en tant que contre-idéologie exclusiviste n'a jamais pris racine en Afrique du Sud, parce qu'il fut promu par l'État dans le cadre de sa politique des Bantoustans. Par contre, le nationalisme afrikaner exclusif fut surtout défié par l'idéologie d'un non-racialisme inclusif de l'ANC.

Ce n'est peut-être qu'au moment où le nationalisme a terminé son parcours, comme en Europe occidentale, que des groupes mobilisés acceptent d'abandonner l'exclusivisme en faveur d'une coopération supranationale. De la même manière que des individus faibles et anxieux sont de mauvais candidats à la tolérance cosmopolite, les collectivités doivent disposer d'une identité développée avant d'être prêtes à l'abandonner pour une autre qui serait plus inclusive. Après une

longue période de prévalence nationaliste, l'Europe occidentale semble « mûre » pour adopter une telle identité supranationale, tandis que de nombreuses nationalités réprimées revendiqueront la reconnaissance, comme un stalinisme répressif exige une phase nationaliste avant qu'une nouvelle définition d'union confédérale ne devienne possible. En Europe de l'Ouest du moins, la victime est l'État-nation traditionnel, sous pression à la fois d'en haut et de l'intérieur. David McCrone (1990) remarque de manière perspicace que le nationalisme « semble destiné à s'autodétruire », c'est-à-dire qu'il est « le fossoyeur de l'État-nation conventionnel ». Il reste à voir quelles nouvelles formes d'autodétermination, de décentralisation et d'autonomie émergeront dans un monde interdépendant.

Si jamais les États unis d'Europe devenaient une réalité politique et émotive, ils ne formeront pas une « Europe de patries », comme l'envisageait De Gaulle, mais une Europe comptant une douzaine de régions. Contrairement aux États américains artificiels, ces régions se sont développées comme entités historiques au cours des siècles. Ces ethnorégions constituent la *Heimat* pour leurs peuples, bien plus que les États-nations actuels. Des ethnorégions plus petites permettent aussi un engagement politique plus fort et une identification de leurs habitants à des unités administratives décentralisées. Une Allemagne dominante serait, par exemple, plus difficilement intégrable dans une Europe unifiée que seize provinces allemandes.

Les conflits ethniques ne peuvent être réduits à une affaire d'inégalité économique ou de compétition entre groupes pour des ressources rares, comme l'assument les théoriciens marxistes et ceux du choix rationnel. L'expression du nationalisme ou de l'ethnocentrisme n'est pas non plus une question de pouvoir politique différentiel que l'on pourrait résoudre en attribuant une plus grande partie au groupe défavorisé. Aucun système de quota ou d'action positive ne peut à lui seul réduire le ressentiment.

La variable cruciale est la signification profonde de l'appartenance au groupe. La tension monte quand la valeur intrinsèque du groupe est évaluée de manière différente. La valeur relative des groupes est en général attachée au pouvoir politique et au succès économique lesquels toutefois ne garantissent pas la valorisation *per se*. Des fractions de minorités asiatiques en Amérique du Nord qui affichent une richesse et une meilleure éducation continuent à être dédaignées par la majorité. Le pouvoir politique, la richesse ou une éducation supérieure ne confèrent pas automatiquement un statut égal. Ces attributs fondamentaux de la sécurité individuelle facilitent cependant une approche plus ouverte à l'inclusion des autres.

L'unification allemande était fondée sur une confiance en soi collective en l'Allemagne de l'Ouest. L'immeuble appauvri de la RDA ne fut acheté ni pour des raisons économiques ni par solidarité avec des frères et sœurs plus pauvres. Peu d'Allemands de l'Ouest étaient enchantés par l'idée d'un sacrifice. Selon Claus Offe (1990), il s'agissait d'un nationalisme d'en haut, d'un « nationalisme de l'élite ». L'*establishment* conservateur de Bonn célèbre ses propres capacités de gestion en démontrant, aux frais des payeurs d'impôts, comment une annexe tombée en ruines peut être transformée en un autre miracle économique. Il se complaît dans un narcissisme collectif.

L'importance de la valeur attribuée à un groupe lors de relations harmonieuses avec d'autres se reflète également dans la réaction émotive aux insultes symboliques. Ainsi, le dénigrement d'un drapeau n'affecte pas matériellement le membre d'un groupe, or la réaction est souvent plus intense que si l'on avait attaqué ses moyens d'existence. Parmi les pires conflits intercommunautaires à travers le monde, certains sont déclenchés par des événements sportifs. L'identification au groupe est menacée si celui-ci perd un match de soccer et la colère est libérée sur d'autres objets et boucs émissaires.

Un mécanisme similaire opère lors du rejet politique. L'échec de l'Accord du lac Meech, qui aurait assuré au Québec le statut symbolique de « société distincte » et peu de droits nouveaux, fut interprété par les nationalistes québécois comme un autre dénigrement par le Canada anglais. Il fut suivi d'une résurgence séparatiste, même si l'indépendance du Québec équivaldrait à des pertes économiques.

Les théoriciens libéraux du développement tels les marxistes voient en l'ethnicité un obstacle à la modernisation. Les affinités primordiales non souhaitables, pensent-ils, s'effondreront sous la pression des intérêts de classe et le patronage économique du centre. Cynthia Enloe paraphrasa au début des années 1970 cette « pensée magique » de la théorie de la modernisation : « Comme une sage-femme, les groupes ethniques doivent assister à la naissance des États-nations mais disparaître aussitôt. Les groupes fondés sur une allégeance ethnique concurrencent l'État-nation. Une telle concurrence est intolérable parce que l'État-nation est le véhicule premier du développement » (1973 : 261).

L'histoire démontre cependant que les États-nations furent souvent incapables de surmonter la ténacité de l'ethnicité; les événements en Europe de l'Est et en Afrique en sont des exemples clairs. La survie de l'ethnicité n'est pas due à une qualité magique du primordialisme. Une base évolutive de la préférence des siens n'est pas non plus le ressort de l'ethnicité, comme le maintiennent les sociobiologistes. L'ethnicité peut se réduire à un népotisme, comme le souligne van den Berghe (1983), mais sont alors en cause des raisons politiques plutôt qu'un conditionnement évolutif, génétique. Là où les élites au pouvoir dans des États-nations imposèrent leur vision d'un développement centralisé à des régions périphériques, elles ont en fait renforcé l'ethnicité. Loin de la sage-femme qui part après la naissance de la nation, la coercition de l'État sur ses entités constitutives a assuré leur ressentiment, en dépit de leur mort prononcée par les émules tant d'un léninisme doctrinaire que de la modernisation libérale.

(Texte inédit en anglais traduit par Ruth Murbach et Mikhaël Elbaz)

Références

- ADAM H.
1971 *Modernizing Racial Domination*. Berkeley : University of California Press.
- ADAM H. et K. Moodley
1986 *South Africa Without Apartheid*. Berkeley : University of California Press.
1993 *The Opening of the Apartheid Mind*. Berkeley : University of California Press.
- ANDERSON B.
1983 *Imagined Communities*. Londres : Verso.
- BARTH F.
1969 *Ethnic Groups and Boundaries*. Boston : Little Brown.
- BIBBY R.
1990 *Mosaic Madness*. Toronto : Stoddart Publishing.
- CONNOR W.
1978 « A Nation is a Nation, is a State, is an Ethnic Group, is a ... », *Ethnic and Racial Studies*, 1, 1 (October).
1987 « Ethnonationalism » : 196-220, in M. Weiner et S.P. Huntington (dir.), *Understanding Political Development*. Boston : Little, Brown & Co.
- DEUTSCH K.
1969 *Nationalism and Its Alternatives*. New York : Knopf.
- ENLOE C.
1973 *Ethnic Conflict and Political Development*. Boston : Little Brown.
- GALBRAITH J.K.
1990 « The Rush to Capitalism », *New York Review of Books* (October 25).
- GEERTZ C.
1973 *The Interpretation of Cultures. Selected Essays*. New York : Basic Books.
- GELLNER E.
1983 *Nations and Nationalism*. Oxford : Basil Blackwell.
- GETTY J.A.
1990 « Review of B. Nahayolo & V. Swoboda, *Soviet Disunion* », *London Review of Books*, 30-8-1990.
- GIDDENS A.
1987 « Nations States and Violence » : 166-182, in *Social Theory and Modern Sociology*. Cambridge : Polity Press.
- GLAZER N.
1981 « The Universalization of Ethnicity », in S.L. Spiegel (dir.), *At Issue. Politics in the World Arena*. New York : St. Martins Press.
- HABERMAS J.
1990a « Der DM-Nationalismus », *Die Zeit*, 14.
1990b *Die Nachholende Revolution*. Frankfurt : Edition Suhrkamp.

- HOBBSAWM E.
1977 « Some Reflections on the Break-up of Britain », *New Left Review*, 105 (September-October).
- HOROWITZ D.
1985 *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley : University of California Press.
- ISAACS H.R.
1975 *The Idols of the Tribe, Group Identity and Political Change*. New York : Harper and Row.
- KALDOVA J.
1986 *The Genesis of Czechoslovakia*. Boulder : East European Monograph n° CCIX ; New York : Columbia University Press.
- KALLEN E.
1990 « Multiculturalism : The Not-So Impossible Dream », in R.I. Cholewinski (dir.), *Human Rights in Canada. Into the 1990's and Beyond*. Ottawa : Human Rights Research and Education Centre.
- KIMBALL S.B.
1988 « Review of J. Koldova, *The Genesis of Czechoslovakia* », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, XV, 1-2.
- KOONZ C.
1987 *Mothers in the Fatherland*. New York : St. Martins Press.
- LINZ J.
1985 « From Primordialism to Nationalism », in E. Tiryakian et R. Rogowski (dir.), *New Nationalisms of the Developed West*. Londres : Allen & Unwin.
- MCCRONE D.
1990 « Nations, States and Social Change ». Communication au neuvième congrès international de l'International Sociological Association, Madrid, juillet 1990.
- MCNEILL W.H.
1987 *Polyethnicity and National Unity in World History*. Toronto : Toronto University Press.
- MICHNIK A.
1990 « The Two Faces of Europe », *New York Review of Books*, July 19.
- MILES R.
1984 « Marxism Versus the Sociology of Race Relation ? », *Ethnic and Racial Studies*, 7, 2 : 217-237.
- MOODLEY K.
1983 « Canadian Multiculturalism as Ideology ». *Ethnic and Racial Studies*, 6, 3 (July).
- NAHAYOLO B. et V. Swoboda
1990 *Soviet Disunion. A History of the Nationalists Problem in the USSR*. Londres : Hamish Hamilton.
- NAIRN T.
1977 *The Break-up of Britain*. Londres : New Left Books.

NEUBERGER B.

1986 *National Self-Determination in Post-Colonial Africa*. Boulder : Lynne Rienner.

OFFE C.

1990 « Von Taktischen Gebranchswert Nationaler Gefühle », *Die Zeit*, 51, December 21.

PETER K.

1981 « The Myth of Multiculturalism and Other Political Fables », in J. Dahlie et T. Fernando (dir.), *Ethnicity, Power and Politics in Canada*. Toronto : Methuen.

PORTER J.

1979 *The Measure of Canadian Society. Education, Equality and Opportunity*. Toronto : Gage.

SHAW R.P. et Y. Wong

1989 *Genetic Seeds of Warfare. Evolution, Nationalism and Patriotism*. Boston : Unwin Hyman.

SMITH A.D.

1987 *The Ethnic Origin of Nations*. Oxford : Blackwell.

1988 « The Myth of the Modern Nation and the Myths of Nations », *Ethnic and Racial Studies*, 11, 1.

VAN DEN BERGHE P.L.

1983 *The Ethnic Phenomenon*. New York : Elsevier.

ZELTIN T.

1989 *LRB*, 16-3-1989.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

Les politiques de l'identité

Nationalisme, patriotisme et multiculturalisme

Le nationalisme s'explique mieux en tant qu'ethnicité mobilisée. La mobilisation de la culture et d'une histoire communes se conjugue généralement avec une compétition économique croissante et une mobilité descendante. L'insécurité politique, l'anxiété face au statut et à l'identité individuelle se traduisent en une perte d'appartenance collective. Le nationalisme promet de restaurer la dignité et de dissiper l'humiliation. Le racisme n'est pas substantiel au nationalisme alors que l'ethnocentrisme et l'exclusion de l'« autre » s'accompagnent de frontières imaginaires entre « nous » et « eux ». L'article présente plusieurs théories du nationalisme, y compris les perspectives primordialistes et sociobiologiques de la solidarité ethnique. La mobilisation politique par des élites nationalistes, les causes socio-historiques de ressentiments réels ou imaginaires expliquent mieux pourquoi l'identification à un groupe prévaut dans certaines situations et l'individualisme cosmopolite dans d'autres. Le patriotisme citoyen sans égard à l'origine demeure le fondement le plus sûr à l'égalité et à la loyauté dans les États multiethniques.

The Politics of Identity

Nationalism, Patriotism, and Multiculturalism

Nationalism can best be understood as politicized ethnicity. This mobilization of culture and shared historical tradition correlates generally with increased economic competition and downward mobility. Political insecurity, status anxieties and doubts about individual identity are translated into a loss of collective worthiness. Nationalism promises to restore dignity and extinguish humiliation, according to specific group histories. Racism is not a necessary ingredient of nationalism but ethnocentrism and exclusion of « the other » usually accompany the construction of imagined boundaries between « us » and « them ». Various theories of nationalism are reviewed, including primordial and sociobiological conceptualisations of ethnic solidarity as kinship nepotism. Political mobilization by nationalist elites and socio-historical causes of real or imagined grievances explains better why people attach themselves to ethnic groups in some situations but choose cosmopolitan individualism in other contexts. Inclusive patriotism based on citizenship, regardless of descent remains the only emotional glue that facilitates both equality and loyalty in multi-ethnic states.

Heribert Adam

Department of Sociology and Anthropology

Simon Fraser University

Burnaby, British Columbia

Canada V5A 1S6